

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 28 (1991)  
**Heft:** 1054

**Artikel:** Bon vent!  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1021030>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 03.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

bénéficient à tous et non seulement à une élite, dépend grandement de la manière dont les gouvernements négocient ces programmes et dont ils les mettent en pratique. Pour cela, il faut de bons économistes dans l'administration, beaucoup de travail et surtout beaucoup de volonté politique.

### **S'engager dans la négociation**

Je citerai deux exemples: le Rwanda où une délégation du Fonds monétaire est arrivée avec un programme tout prêt. Le gouvernement au complet s'est retiré en conclave dans l'auberge du parc national pendant quinze jours pour réfléchir et faire une contre-proposition. Le Ghana où la négociation du premier programme d'ajustement structurel s'est faite en public, devant la presse, la radio et la télévision. Les syndicats sont aussi venus, chacun a pu poser des questions et dire ce qu'il pensait, et les réunions étaient chaque jour présidées par un autre ministre.

Certes l'ajustement structurel n'est pas la panacée. Comme l'a dit Mario Carera (DP n° 1051), il n'enlève rien de l'injustice du système économique international. Pourquoi les pays en développement ne peuvent-ils payer leurs importations qu'avec des monnaies fortes ? Il faudrait un nouveau système de convertibilité, accepté internationalement et garanti par les pays riches. Pour les matières premières agricoles, le problème est le même. Nulle part dans le tiers monde, et malgré leur nombre, les paysans ne représentent une force politique comme dans les pays occidentaux où ils peuvent obtenir des prix qui leur permettent de vivre décemment. Ceci est dû au fait que les matières premières agricoles sont achetées par les pays du Nord. Il nous appartient donc à nous de trouver des solutions qui permettent aux paysans du Sud d'être mieux rémunérés.

En attendant, quelle alternative reste-t-il aux pays en développement ? La dépendance à l'égard de donateurs bilatéraux qui, pour des raisons plus ou moins avouables et quelquefois avec des conditions beaucoup moins reluisantes, sont prêts à éponger les déficits budgétaires et financiers ? N'y a-t-il pas plus de dignité à prendre ses responsabilités et à négocier serré avec un partenaire capable ? Après tout, la Banque mondiale est une banque comme une autre. Elle ne peut survivre qu'en prêtant son argent. Certains l'ont déjà compris heureusement. ■

URBANISME LAUSANNOIS

## **Les ponts pleins**

(ag) La Municipalité de Lausanne a donc choisi — le temps presse — le projet Tschumi-Merlini pour l'aménagement de la vallée du Flon.

Il est caractérisé par des immeubles qui barrent l'axe longitudinal de la vallée et dont la terrasse supérieure est ouverte à la circulation piétonne reliant ainsi la côte nord de la vieille ville à la côte de Montbenon.

Le parti choisi présente des inconvénients majeurs.

Il privilégie le niveau supérieur, celui des Terreaux et du Grand-Pont par rapport au fond même de la vallée, dont on ne voit pas quels seront les facteurs d'animation. Si le Lausannois accepte d'affronter les pentes rudes de la rue Saint-François ou de la rue du Pont pour gagner la vallée du Flon en son centre commercial, il ne prend pas l'ascenseur pour descendre dans un lieu peu attractif. De la terrasse de l'Age d'or, niveau pont Bessières, il n'utilise guère les ascenseurs d'immeubles jusqu'au niveau Flon-Saint-Martin.

Les ponts seront-ils animés ? Certes le Métro-pont distribuera le trafic des transports publics et un des ponts vise l'axe du Casino qui est d'ailleurs un pôle d'attraction très relatif. Pour le reste, on ne voit pas quels peuvent être les cheminements utiles. La construction

### **L'esbrouffe pour les ploucs**

Est-il possible que les architectes, lorsqu'ils présentent un projet qui exige d'être commenté, de manière didactique, à des profanes soucieux de se représenter dans l'espace les partis choisis renoncent à l'esbrouffe que cultive la profession ? Tschumi et Merlini, sur vingt minutes de présentation de leurs plans à un groupe consultatif, en ont utilisé dix pour projeter des dias de ponts, tels qu'on en trouve dans le Larousse illustré. Le pont Saint-Charles à Prague, le pont Vecchio à Florence, le Rialto à Venise et quelques ponts de R. Maillart. Rien à voir avec le sujet, puisque le projet prévoit des immeubles pleins, reliant et cloisonnant la vallée; mais quel mépris de leur public, réputé plouc !

de terrasses publiques sur des immeubles privés est difficile à mettre au point; elle se révèle coûteuse, comme est dispendieuse la création d'un espace vert en fond de vallée alors que l'effort d'investissement des pouvoirs publics doit porter avant tout sur les circulations de l'interface et l'espace qu'il faut leur réserver. Ce point reste peut-être encore ouvert.

Enfin si l'on comprend qu'au vu de l'état de ses finances la ville de Lausanne ne veuille pas s'engager dans l'édification d'un bâtiment d'utilité publique, notamment d'une salle de musique dont beaucoup rêvaient, on regrettera qu'un remodellement du centre même de la ville ne soit pas marqué d'une création, qui affirme la vitalité, je dirais même l'orgueil de la cité. L'aménagement de la vallée va se développer sur vingt ans; la situation conjoncturelle d'aujourd'hui doit-elle déterminer un aussi long terme ?

Dans la vie politique lausannoise si conflictuelle ce sujet s'est dépolitisé. La majorité actuelle n'a pas cherché à imposer ses conceptions, ayant accepté d'être politiquement minoritaire dans le groupe restreint qui a préparé le préavis; la syndique s'est tenue sur ce sujet en retrait, bien qu'elle ait consacré, dans son livre récent, tout un chapitre à l'urbanisme; le municipal libéral songe à faire de ce plan sans ambition sa chose, en tant que directeur des Travaux.

Et quelques passionnés de ce beau chapitre d'urbanisme peuvent désormais revêtir la tunique des anciens combattants. ■

### **Bon vent !**

L'hebdomadaire de gauche *Wochen-Zeitung* fête son dixième anniversaire en publiant un supplément de 32 pages et en organisant des fêtes dans trois villes alémaniques. On ne lui donnait que peu de chances de réussite et il a tenu alors que le magazine *Die Woche*, lancé en même temps par Ringier, a échoué. Il est vrai que la *WoZ* doit en partie sa survie à l'abnégation de ses rédacteurs, mais aussi au développement et à la constante amélioration d'un journal original qui correspond bien aux attentes d'un certain lectorat alémanique. ■